

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'établissement d'un programme d'assainissement
des bateaux stationnaires en aval de Paris**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire
Aval**
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	3
1.4 - Application de la réglementation du travail	3
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité	6
4 - Conflit d'intérêts	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
6 - Sous-traitance	6
7 - Durée et délais d'exécution	7
7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	7
7.2 - Durée du contrat	7
7.3 - Délais d'exécution des tranches	7
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
8.2 - Modalités de variation des prix	7
8.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	8
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
10- Modalités de règlement des comptes.....	9
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement	9
10.4 - Paiement des cotraitants	9
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11.1 - Présentation des livrables	10
11.2 - Modifications techniques.....	10
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	10
12 - Développement durable	10
13 - Pénalités.....	12
13.1 - Pénalités de retard.....	12
13.2 - Autres pénalités spécifiques	12
14 - Constatation de l'exécution des prestations	13
14.1 - Vérifications	13
14.2 - Décision après vérification	13
15- Garantie des prestations.....	13
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
17 - Assurances	13
18 - Résiliation du contrat.....	14
19 - Règlement des litiges et langues.....	14
20 - Dérogations.....	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

L'objet de la présente consultation est de recruter un assistant à maîtrise d'ouvrage notamment pour l'établissement d'un programme d'assainissement des bateaux stationnaires en aval de Paris.

Lieu(x) d'exécution :

Le périmètre de l'étude concerne l'aval direct de Paris, jusqu'à L'Île-Saint-Denis (et inclut son bras gauche seulement).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Recensement, cartographie et zonages des bateaux stationnaires, état de l'art des dispositifs d'assainissement et établissement du programme d'assainissement : La tranche ferme comporte 3 phases : <ul style="list-style-type: none">- Phase 1 : Recensement, cartographie et zonages (hors Marinov).- Phase 2 : Etat de l'art des dispositifs d'assainissement des eaux usées des bateaux-stationnaires et application à un échantillon de bateaux (hors Marinov).- Phase 3 : Proposition de programme d'assainissement (avec Marinov).
TO001	Rédaction des marchés de maîtrise d'œuvre pour chaque zone : La tranche optionnelle 1 comporte une phase : <ul style="list-style-type: none">- Phase 4 : Rédaction des marchés de maîtrise d'œuvre pour chaque zone (hors Marinov)

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Application de la réglementation du travail

Mesures d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 36 à 42

du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 13 du CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le Bordereau des prix forfaitaires
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique.

3 - Confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

4 - Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt.

En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-3 à R.2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 17, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste aux articles 5.1.1. du règlement de la consultation).

En cours de marché, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les mêmes documents listés précédemment.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée prévisionnelle du contrat pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 24 mois.

7.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations du marché.

7.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution global de chaque tranche est fixé comme suit :

Tranche(s)	Délai d'exécution	Précisions
TF	10 mois	
TO001	3 mois	Le délai d'exécution de la tranche optionnelle 1 est de 3 mois maximum

Ces délais partent à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Chaque phase (et « partie » ou « secteur » le cas échéant) fera l'objet d'un ordre de service distinct prescrivant son démarrage.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche optionnelle court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations du marché. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Rédaction des marchés de maîtrise d'œuvre pour chaque zone	12 mois

L'article 4.2 du CCTP précise les délais de chaque prestation (par secteur, partie et zone) ainsi que l'articulation de leur exécution.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

8.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2. du CCAG PI, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0) et indiqué en page de garde de l'acte d'engagement.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Les prix sont révisibles par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :
$$Cn = (ING (n-6) / ING (o-6))$$

Cette formule de révision s'applique à l'ensemble des prix du bordereau selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement (AE).

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les calculs intermédiaires sont effectués avec au maximum trois décimales. L'arrondi au millième est traité de la façon suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4, le millième est inchangé
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9, le millième est arrondi au supérieur

La détermination du coefficient Cn de révision est arrondi sur même méthode de calcul que les calculs intermédiaires, avec un arrondi au millième.

8.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10- Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acompte par phase (cf. 1.2 du présent CCAP) :

- 70 % en cours d'exécution du marché en fonction du niveau d'avancement ;
- 30 % après livraison et validation des livrables.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Notification par le biais du profil d'acheteur

Par dérogation aux articles 3.1 et 3.2. du CCAG, lorsque la notification est effectuée à partir du profil d'acheteur ou par messagerie dématérialisée, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date et heure de l'envoi effectué par l'acheteur (à une adresse mail mentionnée par le titulaire dans les documents particuliers du marché).

11.1 - Présentation des livrables

Le CCTP fixe les conditions de présentation des livrables.

Les fichiers/documents devront être transmis dans les formats et supports indiqués par le maître d'ouvrage ou à défaut, dans des formats largement disponibles, et compatibles avec les logiciels VNF.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCAP.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique :

12.1 L'engagement d'insertion

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article "Accompagnement de l'action".

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des

Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

12.2 L'accompagnement de l'action

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, Le titulaire peut se rapprocher d'un facilitateur territorialement compétent.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le candidat, s'il est déclaré attributaire du marché :

- Déclare avoir pris connaissance des articles du CCAP relatifs à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières ;
- S'engage à prendre contact avec un référent du dispositif insertion/faciliteur, afin de préciser les
- de mise en œuvre de la clause ;
- S'engage à transmettre la première semaine de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre des actions d'insertion du mois précédent ;
- **S'engage à réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion indiqué dans l'acte d'engagement.**

12.3 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés ; le Titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.
Il peut s'agir :
 - D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en oeuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)
 - D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification GEIQ
 - D'une association intermédiaire.
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.

12.4 Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement.

A la demande de Voies Navigables de France, le Titulaire fournit chaque mois (avec sa demande d'acompte), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, Voies Navigables de France peut à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause à l'ordre du jour d'une réunion de travail.

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans

ce cas, le facilitateur du dispositif désigné à l'acte d'engagement étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à l'admission des prestations, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

La clause doit être mise en œuvre avant la réception des travaux.

12.5 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire et prévues dans l'Acte d'engagement, il subira les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP. Les mêmes pénalités seront également appliquées en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion.

Le titulaire est également soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France.

13 - Pénalités

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont appliquées sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations (par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG), et sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération (par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG).

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA.

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution des éléments de mission (prévus par tranche ou phase ou par secteur ou par parti ou par zone) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €, jusqu'à la remise du livrable attendu.

13.2 - Autres pénalités spécifiques

13-2.1. Pénalités pour indisponibilité ou absence à une réunion

En cas d'indisponibilité sans justification du représentant du titulaire pour une réunion programmée au moins 7 jours ouvrés à l'avance, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 250 € par absence.

13-2.2. Pénalités pour non-présentation à un rendez-vous

En cas d'absence du titulaire à un rendez-vous, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 € ou à une convocation où la présence du titulaire est demandée, soit par le maître d'ouvrage ou par la procédure demandant la représentation du MOA par le titulaire, une pénalité forfaitaire de 250 € sera appliquée.

13-2.3. Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant total du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

13-2.4. Pénalité pour manquement à Obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

Suite au constat du défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.4 du présent CCAP, le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière de 250 € pour chaque travailleur détaché concerné.

13-2.5. Pénalité en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité

En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

13-2.6. Pénalité en cas de non-remise de l'attestation sur l'honneur indiquant l'absence de situation de conflit d'intérêts

Pour chaque constatation de non remise de l'attestation, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

13-2.7. Pénalités relatives au non-respect des modalités de la clause d'insertion sociale

En cas de constatation de manquement aux clauses sociales, l'opérateur économique titulaire se verra appliquer une pénalité dont le montant sera égal au produit de deux fois le SMIC horaire brut (en date du 1er janvier 2025) par le nombre d'heures d'insertion non réalisées.

Par constat d'un refus ou absence de transmission de renseignements relatifs à l'application de la clause sociale, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 €.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, il n'est pas fixé de délai pour les vérifications des prestations.

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

15- Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG, les connaissances antérieures nécessaires dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, émanant d'une compagnie d'assurance.

18 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27, 36 à 42 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1.i du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 39.1. du CCAG PI, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 0 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique par le biais de la plateforme PLACE.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les stipulations de l'article 55 du CCAG travaux sont applicables excepté l'article 55.1.2. Par dérogation à l'article 55.1.2, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 8.2 du CCAP déroge aux articles 10.1.2 et 10.2.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 3.1 et 3.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCAP déroge aux articles 33, 34 et 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18 du CCAP déroge aux articles 39.1 et 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 19 du CCAP déroge à l'article 55.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles.